

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché passé selon une procédure formalisée en application des articles
R. 2124-1 à R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE DES BATIMENTS
COMMUNAUX DE LA VILLE D'ABSCON**

MARCHE ECH0425

Règlement de Consultation

Date limite de remise des offres : le lundi 21 juillet 2025 avant 12h00

Date limite des questions : le 15 juillet 2025

Date de visite des sites : le mercredi 9 juillet 2025 à 9h00 au centre administratif

L'Acheteur



Ville d'ABSCON

Hôtel de Ville

1, rue Pasteur

BP 1

59215 Abscon

☎ : 03 27 36 33 99

@ : mairieabscon@gmail.com

Assistant Technique



10 ter rue d'en Haut

59554 Sailly Lez Cambrai

☎ : 03.27.70.55.69

@ : bet.eteic@orange.fr

SOMMAIRE

I – Identification de l'acheteur	3
II – Objet du marché.....	3
III – Dispositions générales	4
3-1 : Structure et Forme juridique	4
3-2 : Durée	4
3-3 : Procédure de passation	5
3-4 : Allotissement	5
3-5 : Variante et prestations supplémentaires éventuelles	5
3-6 : Délai de validité des offres	5
3-8 : Compléments à apporter au dossier de consultation	5
3-9 : Visite de site.....	6
IV – L'Appel à concurrence	7
4-1 : Remise du dossier de consultation aux entreprises.....	7
4-2 : Présentation des offres remises	7
V – Presentation et contenu des offres	8
5-2 : Analyse des candidatures	9
5-3 : Contenu des offres	9
5-4 : jugement des offres	10
5-5 : Conditions de forme.....	12
5-5 : Dispositions particulières	12
VI – Présentation et contenu des propositions.....	13
VII – Renseignements complémentaires	14

I – Identification de l'acheteur

Selon l'article L1211-1 du code de la commande publique, L'acheteur est :

La ville de d'Abscon

Hôtel de Ville

1, rue Pasteur

BP 1

59215 Abscon

Responsable du marché : Monsieur, Patrick Kowalczyk, Maire de la ville d'Abscon.

II – Objet du marché

Le présent marché concerne la mise en place d'un contrat de fourniture et de service. Il est composé, de la fourniture de combustible nécessaire au chauffage, et à la production de l'eau chaude sanitaire, de la prestation de conduite et d'entretien, de la prestation de garantie totale et de renouvellements de matériel.

Les installations techniques à prendre en compte sont l'ensemble des équipements techniques présents en chaufferie, et local technique, pour l'ensemble des bâtiments.

Le marché de fourniture et de service est composé comme suit :

- 1 - La prestation forfaitaire de fourniture de combustible ou de chaleur, nécessaire au chauffage, avec un intéressement sur les économies d'énergie (prestation P1 MTI, ou PFI selon les sites).
- 2 - La prestation unitaire de fourniture de combustible nécessaire à la production ECS traitée (Prestation P1/2).
- 3 - La prestation forfaitaire de conduite et d'entretien des installations de distribution de chaleur, des installations de distribution ECS et des installations de traitement d'eau (Prestation P2).
- 4 - Les prestations forfaitaires de surveillance et de contrôle nécessaires au suivi des installations de production, de distribution ECS (Prestation P2).
- 5 - Les prestations forfaitaires de garantie totale des installations avec répartition (Prestation P3/2 GTR) composée des prestations P3/1 : réparation et remise en état et P3/2 renouvellement de matériel.

Code CPV : 50720000- Services de réparation et d'entretien de chauffage central.

III – Dispositions générales

3-1 : Structure et Forme juridique

Forme juridique

Chaque candidat précisera, la structure de sa société, la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier mettant en exergue sa position, son appartenance, ses éventuelles filiales.

Structure de la société

Le Titulaire précisera, la structure de sa société, la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier mettant en exergue sa position, son appartenance, ses éventuelles filiales. Le Titulaire précisera également les moyens humains et matériels qu'il compte mettre en place pour l'exécution des prestations suivant les prérogatives contractuelles

L'Acheteur se réserve le droit d'exiger du Titulaire, le remplacement d'un de ses employés qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel.

Le Titulaire sera tenu d'informer sans délai l'Acheteur de l'existence, pour son compte ou celui d'un de ses sous-traitants, d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Groupement

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous forme de groupement solidaire. Il est interdit de soumissionner en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membre de plusieurs groupements, désigné un mandataire.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les pièces justificatives demandées au chapitre 5 du présent règlement de consultation devront être fournies par chacun des membres du groupement, à l'exception de la lettre de candidature fournie en un seul exemplaire.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat doit produire les mêmes documents concernant cet opérateur économique, que ceux exigés à son égard. En outre, il devra justifier des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Le candidat doit également produire un engagement écrit de l'opérateur économique.

3-2 : Durée

La date prévisionnelle de début des prestations est prévue le 1^{er} août 2025 pour une durée de 5 ans ferme, assujettie à une reconduction expresse de 5 ans, soit une durée maximale de 10 ans.

L'acheteur se garde la possibilité de ne pas prolonger le présent marché au terme de la période ferme. La reconduction expresse des 5 années fera l'objet d'un courrier en envoi recommandé avec accusé réception dans un délai de 3 mois avant la date de fin de la période ferme.

La reconduction expresse est soumise à une clause obligatoire de rencontre P1.

La prise d'effet du présent contrat est à compter de la notification de ce dernier au Titulaire.

3-3 : Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée en application des articles R. 2124-1 et R.2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique, relatifs à l'appel d'offres ouvert.

3-4 : Allotissement

Conformément aux dispositions des articles R2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique, l'acheteur a décidé de ne pas allotir le marché. Cette décision est motivée par le fait que la prestation est unique et indissociable.

3-5 : Variante et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent appel d'offres ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.
Le présent appel d'offres ne comporte pas de variante

3-6 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3-7 - Lieu d'exécution :

Les différentes interventions auront lieu dans les bâtiments communaux de la ville d'Abscon.

3-8 : Compléments à apporter au dossier de consultation

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'Acheteur. Les réponses seront transmises via la plate-forme au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (rappel de la nécessité de s'enregistrer sur la plate-forme lors du téléchargement du DCE)

Modification de détail au dossier de consultation

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de complément ou de modification au dossier de consultation des entreprises.

Les réponses à la consultation entraînent obligatoirement l'acceptation pleine et entière de ces documents, sans aucune restriction, ni modification, ni réserve.

Chaque offre présentée devra être entièrement conforme au dossier de consultation.

3-9 : Visite de site

Les locaux techniques ne sont pas accessibles librement par les candidats.

La ville d'Abscon organisera donc une journée pour la visite des sites les plus significatifs.

La visite a pour objectif d'examiner les installations existantes les plus significatives, d'appréhender les modalités nécessaires à l'entretien et au renouvellement du matériel définis dans le marché.

Les questions soulevées par les candidats devront être posées sur la plate-forme de dématérialisation, une réponse sera apportée via celle-ci conformément aux dispositions du présent règlement de consultation.

La date du rendez-vous pour la visite est fixée en page de garde du présent document.

IV – L'Appel à concurrence

4-1 : Remise du dossier de consultation aux entreprises

Selon l'article R2132-4, l'Acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique sur la plateforme : <https://marchespublics596280.fr>

Il appartient à chaque candidat de vérifier qu'il dispose de l'intégralité des pièces constitutives du dossier pour établir son offre.

En conséquence, il est fortement conseillé aux entreprises de s'identifier dès la phase du téléchargement avec une adresse mail fréquemment consultée par la personne ayant en charge le marché et de mettre l'adresse <https://marchespublics596280.fr> « en contact » pour permettre la réception le cas échéant des échanges de messages ou de courriers pour qu'ils ne basculent pas dans les spams ou en courriers indésirables.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du Code de la Commande Publique, le présent marché fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site <https://marchespublics596280.fr>

4-2 : Présentation des offres remises

L'intégralité des pièces constituant les offres (pièces marché, mémoire, et annexe) sont rédigées en langue française.

En cas de remise de pièces sous une autre langue que celle demandée, celles-ci seront accompagnées obligatoirement d'une traduction en français, réalisée par un traducteur.

V – Presentation et contenu des offres

Les pièces de candidature à produire sont les suivantes :

- Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 recommandé ou équivalent).
- Déclaration du candidat (DC2)
- Le pouvoir : document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate.
- Références et/ou expériences détaillées et vérifiables de prestations exécutées au cours des trois (3) dernières années (montants, dates, destinataires) ou en cours de réalisation ou tous autres justificatifs permettant de prouver la capacité du candidat à exécuter le marché.
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants : tout moyen de preuve équivalent est accepté ainsi que des certificats d'organismes établis dans d'autres états membres.
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Une note décrivant les caractéristiques du groupement et notamment le mandataire, cotraitant et sous-traitant éventuels.
- Le Titulaire devra justifier à tout moment qu'il dispose d'une police individuelle d'assurance couvrant les responsabilités pouvant lui incomber, du fait d'une dégradation liée à l'intervention et à son activité professionnelle, couvrant les accidents corporels ou matériels, ainsi qu'une police individuelle d'assurance de type responsabilité civile de chef d'entreprise pour les dommages causés au tiers.

Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un e-DUME établit conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME.

5-2 : Analyse des candidatures

La validation des candidatures est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-7.

Toutefois, l'Acheteur du marché peut, lorsqu'il constate que les pièces administratives demandées à l'article 5.1) du présent règlement de la consultation sont incomplètes, demander à tous les candidats concernés de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française.

Toute réponse, ne respectant pas les exigences formulées dans le règlement de consultation selon les articles L.2152-1 à L.2152-4, ou considérée comme anormalement basse selon les articles L.2152-5 et L.2152-6. L'entreprise devra justifier de cette offre.

5-3 : Contenu des offres

L'offre du candidat est composée des éléments suivants :

- L'acte d'engagement sans modification et ses annexes complétées,
Cet acte d'engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (à joindre par le candidat : engagement sous-traitance ou formulaire DC4).
- Un mémoire technique comprenant :
 - L'organigramme fonctionnel de l'équipe opérationnelle qui sera désignée et affectée pour réaliser les prestations. (Techniciens, responsables technique et commercial) suivant le temps réparti défini, avec les différentes certifications professionnelles.
 - Le matériel de communication et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de ce marché.
 - La méthodologie de définition des engagements de consommations (justifications techniques)
 - Organisation des prestations en heures ouvrées, en période d'astreinte, les moyens déployés en cas de panne totale d'une installation,
 - la traçabilité laissée à demeure, le reporting, et le suivi des prestations sur base informatique dédiée.
 - Le choix technique des renouvellements, la politique de gestion des opérations de garantie totale et la méthodologie de réalisation.

**MARCHE D'EXPLOITATION ET DE RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE DES
BÂTIMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE D'ABSCON**

5-4 : jugement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-1 à R. 2152-7 et R. 2152-11, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution énoncés ci-dessous.

Valeurs des critères :		Pondération
Critère N°1 : Prix des prestations		40
SCF1	Montant P1 (total € HT de l'annexe 3 de l'acte d'engagement)	12
SCF2	Montant du C moy. (Nb bât x C bât / NB Total)	6
SCF3	Montant P2 (total € HT de l'annexe 4 de l'acte d'engagement)	10
SCF4	Montant P3 (P3/1+P3/2) (total € HT de l'annexe 5 de l'acte d'engagement)	12
Critère N°2 : Qualité technique de l'offre		60
SCT1	Mémoire technique	
A	L'organigramme fonctionnel de l'équipe opérationnelle qui sera désignée pour réaliser les prestations (techniciens, responsables technique et commercial suivant le temps	1
B	Le matériel de communication et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de ce marché.	1
C	La méthodologie de définition des engagements de consommations (justifications techniques)	1
D	Organisation des prestations en heures ouvrées, en période d'astreinte, les moyens déployés en cas de panne totale d'une installation	1
E	La traçabilité laissée à demeure, le reporting, et le suivi des prestations sur base informatique dédiée. Le suivi et traitement des déchets	2
F	Le choix technique des renouvellements, la politique de gestion des opérations de <u>garantie totale et la méthodologie de réalisation des opérations demandées</u>	2
SCT2	Compétitivité des engagements de consommations par rapport aux consommations initiales	12
SCT3	Volume horaire composant la prestation P2	
F	Pertinence du nombre d'heures annoncé et le sa répartition au regard du niveau de prestation requis.	10
G	Pertinence des prestations spécifiques intégrées à la prestation P2	10
SCT4	Gestion financière de postes P3/1 par rapport au poste P3/2 proposés	8
SCT5	Volume et qualité du renouvellement de matériels proposé et l'intégration des améliorations techniques lors des renouvellements P3/2.	12
Valeur maximale de l'offre		100

Conformément au code de la commande publique, il sera réalisé un classement à l'issue de l'analyse des critères de jugement des offres.

Les montants analysés sont les montants en euros hors taxe.

En cas d'erreur matériel, ainsi que d'erreur de calcul de la TVA, elles seront rectifiées le cas échéant lors de la mise au point marché.

Les notes seront arrondies au dixième après la virgule. Le centième inférieur à 5 est arrondi au dixième inférieur et le centième supérieur à 5 est arrondi au dixième supérieur.

a) Critère Prix des prestations – 40 points

Chaque sous critère sera pondéré par règle de trois au prorata des écarts, de la manière suivante :

Note du candidat = note maximale du sous critère * valeur de l'offre la moins disante/valeur de l'offre analysée

b) Qualité technique – 60 points

SCT1 : Note de synthèse du mémoire technique

Les sous critères A à E seront pondérés de la manière suivante :

100% éléments répondant au sous critère exprimé avec propositions d'optimisations

75% éléments répondant au sous critère exprimé

50% éléments de réponse succinct ou généraliste

25% éléments de réponses incomplets

SCT2 : Compétitivité des engagements de consommations par rapport aux consommations initiales et

Ces sous critères seront pondérés de la manière suivante :

Pour le sous critère technique 2 et 3 :

Note du candidat = note maximale du sous critère * valeur de l'engagement la plus faible/valeur de l'engagement de l'offre analysée.

Pour le sous critère technique 2 :

Si les engagements de consommations proposés sont cohérents par rapport aux éléments fournis et à l'impact des travaux proposés, le coefficient de pondération de la note obtenue est égal à 1.

Si les engagements de consommation proposés présentent des incohérences ou ne sont pas en adéquation avec l'impact des travaux proposés, le coefficient de pondération de la note obtenue est égal à 0,7.

Les sous critères SCT3 à SCT5

Ces sous critères seront pondérés de la manière suivante :

100% éléments répondant au niveau attendu

80% éléments corrects, présence de quelques observations mineures

60% éléments mal appréhendés, présentant des lacunes, mais répondant au sous critère exprimé

40% éléments de réponse incomplets

20% éléments de réponse insuffisants

Classement définitif

Il sera fait la somme des notes, ce qui donnera une note sur 100 points.

Offre anormalement basse

En application des articles L.2152-3 à 5 du Code de la Commande Publique, la personne responsable de l'analyse des offres se réserve le droit de demander toutes les justifications qu'il jugerait utiles, dans le cas où l'offre serait détectée anormalement basse, cette personne vérifiera la pertinence des explications fournies.

Le coût d'objectif sera pris en compte afin d'identifier une offre anormalement basse.

Offre insuffisante

L'offre technique du candidat devra avoir une pondération au moins égale à 40 points sur 60 points. A défaut, l'offre du candidat sera déclarée insuffisante et sera par conséquent irrecevable.

5-5 : Conditions de forme

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat entre les sommes indiquées dans l'acte d'engagement et dans le détail des annexes justifiant les montants indiqués, la somme portée en lettres dans l'acte d'engagement prévaut.

Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus, le candidat devra se désister.

Erreur matérielle

Si une erreur de prix est décelée dans l'offre du candidat, et que celle-ci constitue une erreur purement matérielle, c'est-à-dire une erreur de nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi, cette erreur pourra être rectifiée. En aucun cas, le candidat ne devra en profiter pour modifier son offre de base (erreur de report, erreur de calcul....).

Cette faculté de rectification de l'erreur matérielle est laissée à l'entière discrétion de l'acheteur.

5-5 : Dispositions particulières

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre n'est pas retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où l'Acheteur ne passerait pas avec lui le marché correspondant.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

VI – Présentation et contenu des propositions

Les offres seront remises avant la date et heure limite fixée sur la page de garde du document.

Les candidatures et offres devront être remises par la voie électronique sur la plateforme :

<https://marchespublics596280.fr> **Accompagnement :**

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme
- Assistance téléphonique
- Module d'autoformation à destination des candidats
- Foire aux questions
- Outils informatiques

Modalités de dépôt sur la plateforme

Les offres doivent être remises sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr>

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être inscrit sur la plateforme précitée

Contrôle anti-virus

Avant transmission de son ou ses offres, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs des deux enveloppes.

Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront réputées n'avoir jamais été déposées et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Conformité de l'adresse mail de l'entreprise

Le soumissionnaire devra également s'assurer de la conformité de son adresse mail (toute erreur dans la transcription de cette adresse est de la responsabilité pleine et entière du soumissionnaire).

Le Candidat retenu à l'issue de l'analyse des offres sera invité à signer son offre matérialisée.

VII – Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par demande auprès de :

Renseignements administratifs et techniques

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer leurs questions d'ordre administratif ou technique à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

La limite pour poser des questions est fixée à 8 jours avant la date de remise des offres.

En cas d'incertitude ou s'il apparaît dans des documents de consultation des divergences, des omissions ou des erreurs qui pourraient conduire à la réalisation incorrecte ou incomplète des prestations, le candidat devra prendre tous renseignements qui lui paraissent nécessaires via la plateforme :

<https://marchespublics596280.fr>

pendant la phase de consultation. Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retirées le dossier.

Voies et délais de recours

En cas de litige et après épuisement des voies amiables, la juridiction compétente est le tribunal administratif de LILLE.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421- 7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Lille – 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59014 LILLE Téléphone : 0359542342 - Télécopie : 0359542445 - Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr